

La frontière comme symbole de puissance ou de faiblesse ?

Le cas de la frontière Mexique-États-Unis, au cœur des discours
politiques aux États-Unis

Marie L. Mallet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2650>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.2650](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2650)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 85-92

ISBN : 978-2-919040-24-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie L. Mallet, « La frontière comme symbole de puissance ou de faiblesse ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2650> ; DOI : [10.4000/hommesmigrations.2650](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2650)

“En regardant de l'autre côté” de la frontière
États-Unis - Mexique

© Alfonso Caraveo

LA FRONTIÈRE COMME SYMBOLE DE PUISSANCE OU DE FAIBLESSE ?

LE CAS DE LA FRONTIÈRE MEXIQUE-ÉTATS-UNIS, AU CŒUR DES DISCOURS POLITIQUES AUX ÉTATS-UNIS

par **MARIE L. MALLET**, *Ph.D, Fulbright Scholar and Postdoctoral Researcher, Harvard University.*

Depuis le début des années 2000, la frontière entre les États-Unis et le Mexique s'est militarisée. Le renforcement des dispositifs de surveillance n'empêche pas chaque année des dizaines de milliers de migrants latino-américains de tenter cette périlleuse traversée clandestinement. Si l'État américain tente de se prémunir par la force contre cet afflux de sans-papiers, il demeure néanmoins un eldorado, souvent trompeur, pour les migrants.



La frontière au cœur des discours politiques aux États-Unis

Historiquement, le tracé de la frontière entre le Mexique et les États-Unis a fréquemment évolué, avant de se stabiliser à la fin du XIX^e siècle, lors de l'établissement du traité de Guadalupe Hidalgo de 1848, de l'achat de Gadsden (Gadsden Purchase) en 1853 et du traité de 1884. Mais ce n'est qu'en 1970 avec le traité des frontières (Boundary Treaty) que la frontière actuelle a été définitivement délimitée. Alors qu'elle suivait initialement le Rio Grande (ou Rio Bravo), elle a été redéfinie pour des raisons politiques et géographiques, notamment le changement du cours du fleuve. Le Rio Grange reste tout de même le symbole de la séparation

entre les deux pays, en particulier dans l'État du Texas, où le fleuve constitue plus de la moitié de la longueur de la frontière.

Longue d'environ 3 110 km (1 933 miles)¹, cette frontière est devenue un enjeu majeur pour les États-Unis. En effet, sur les 11,2 millions de migrants sans papiers estimés sur le sol américain, 58 % viennent du Mexique, et environ 97 % de toutes les entrées clandestines ont lieu à la frontière entre les deux pays². Pour cette raison, le contrôle de l'immigration illégale, mexicaine en particulier, et donc la sécurisation de la frontière avec le Mexique représentent une des questions les

1. Franklin K. Van Zandt, *Boundaries of the United States and the Several States. With Miscellaneous Geographic Information Concerning Areas, Altitudes, and Geographic Centers*, U.S. Govt. Print. Off., 1976. Url : <http://www.census.gov/compendia/statab/2012/tables/12so363.pdf>.

2. Les entrées clandestines ne font pas référence aux individus qui décident de rester dans le pays une fois que leur visa a expiré.

plus délicates mais aussi les plus controversées. Le projet de loi présenté par une commission bipartite du Congrès américain (surnommée le “Gang des huit”) en 2013 est actuellement au cœur des débats aux États-Unis et a déjà fait couler beaucoup d’encre.

L’étude de la frontière mexicano-américaine permet de mieux saisir la symbolique qu’elle représente et les implications qui en découlent. L’analyse de l’évolution des enjeux liés à cette frontière doit se faire à travers l’étude des politiques mises en place par Washington et par le biais de la représentation des migrants eux-mêmes, en raison des conséquences que cela implique au niveau local et national³.

Évolution des contrôles frontaliers entre les États-Unis et le Mexique

La législation internationale repose sur l’idée de la souveraineté des nations. La reconnaissance des frontières à l’échelle internationale et le contrôle de ces frontières par l’État sont au cœur de ce système. Un État est souverain seulement si son gouvernement a le contrôle exclusif de ses frontières. Toutefois, la nature des frontières et le statut des pays qu’elles séparent rendent ce contrôle plus ou moins complexe. La

Bien que le nombre d’arrestations soit en déclin, en 2010 on en comptait encore 463 000, majoritairement à la frontière avec le Mexique (97 %).

frontière entre le Mexique et les États-Unis est difficile à surveiller en raison de ses caractéristiques physiques – relativement longue et située dans une zone climatique aride, elle traverse des déserts, des collines et des crevasses – et aussi parce que les États-Unis, une puissance mondiale en comparaison avec leur voisin du Sud en développement, représentent un aimant pour les migrants qui cherchent à améliorer leur situation économique.

Le contrôle de la frontière, depuis toujours une part essentielle du rôle de l’État fédéral américain, n’a pas toujours été aussi problématique qu’il ne l’est à l’heure actuelle. Les réformes migratoires des années 1960, tels que l’arrêt/non-reconduction du programme Bracero en 1964 et le Immigration and Nationality Act de 1965 qui a établi des quotas nationaux pour la délivrance de visas, ont créé un décalage entre le nombre de visas octroyés aux Mexicains, en forte baisse, et la demande de main-d’œuvre aux États-Unis, poussant ainsi les Mexicains à traverser la frontière de façon illégale.

L’augmentation importante du nombre de migrants sans papiers a incité le gouvernement américain à renforcer ses contrôles et le nombre d’arrestations à la frontière a également augmenté depuis cette période. En 1970, la patrouille frontalière (U.S. Border Patrol) a appréhendé un peu moins de 250 000 individus sans papiers qui essayaient de pénétrer aux États-Unis⁴. En 1986, un nombre record de personnes ont été arrêtées : 1 693 000 individus⁵ (voir graphique n°1).

Bien que le nombre d’arrestations soit en déclin, en 2010 on en comptait encore 463 000, majoritairement à la frontière avec le Mexique (97 %)⁶. La réforme de l’immigration aux États-Unis, qui a affecté les migrants mexicains, a indirectement fait augmenter le nombre de migrants illégaux, ce qui a contribué à la militarisation de la frontière.

Vers la militarisation de la frontière physique

La militarisation de la frontière entre le Mexique et les États-Unis est un phénomène relativement récent, qui fait suite aux pressions populaires et aux différentes tentatives de la protéger par les États limitrophes, à savoir l’Arizona, le Nouveau-Mexique, le Texas et la Californie. Le contrôle de la frontière a été renforcé à partir de la fin des années 1980, avec la construction d’une première barrière

3. Les données de cet article reposent en partie sur une analyse des politiques de Washington mais aussi sur une série de 180 entretiens d’environ une heure chacun menés en 2012 aux États-Unis avec des immigrants latinos. 4. “Apprehensions by the U.S. Border Patrol: 2005-2010,” accessed September 15, 2013, <http://www.dhs.gov/apprehensions-us-border-patrol-2005-2010>. 5. *Ibid.* 6. *Ibid.*



Source : "U.S. Immigration policy and Mexican/Central American migration flows : then and now", consulté le 15 septembre 2013, <http://www.migrationpolicy.org/pubs/rmsg-regionalflows.pdf>

de 106 km le long de la côte californienne près de San Diego et le Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act (IRCA) en 1986 qui a augmenté le budget alloué à la patrouille frontalière, et prévoyait l'installation de moyens de détection tels que des détecteurs de mouvements dans le but de diminuer l'immigration illégale. Entre 1970 et 2000, le budget du contrôle des frontières a augmenté de trente fois, passant de 66 millions à 2,2 milliards de dollars. De la même façon, le nombre d'agents de la patrouille frontalière est passé de 1 500 à 9 000 pour la même période⁷. Toutefois, la militarisation de la frontière s'est accrue lors de la dernière décennie, notamment depuis

les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Le READ ID Act de 2005 a autorisé le secrétaire du département de la Sécurité intérieure (Department of Homeland Security) à utiliser tous les moyens possibles pour sécuriser la frontière, et le Secure Fence Act de 2006 a approuvé la construction d'une barrière longue de 1 100 km et a renforcé l'utilisation de nouvelles technologies le long de la frontière, dans le but de diminuer le nombre de migrants sans papiers et de limiter le trafic de drogue. En 2010, le nombre d'agents de la patrouille frontalière a dépassé les 20 000 personnes et le budget alloué au contrôle a atteint le chiffre record de 10,1 milliards de dollars⁸.

7. Marc R. Rosenblum, "Obstacles and opportunities for regional cooperation: The US-Mexico case", Washington, DC, Migration Policy Institute, 2011. <http://www.migrationpolicy.org/pubs/usmexico-cooperation.pdf> 8. "U.S. immigration policy and Mexican/Central American migration flows : then and now", consulté le 15 septembre 2013 <http://www.migrationpolicy.org/pubs/rmsg-regionalflows.pdf>.

Source : "U.S. Immigration policy and Mexican/Central American migration flows : then and now", consulté le 15 septembre 2013, <http://www.migrationpolicy.org/pubs/rmsg-regionalflows.pdf>

À l'heure actuelle, plus de 1 045 km de barrière ont déjà été construits le long de la frontière avec le Mexique⁹.



Un impossible contrôle

En dépit des moyens considérables mis en place par le gouvernement pour limiter l'entrée de clandestins aux États-Unis, la frontière reste poreuse, et les résultats de sa militarisation semblent mitigés. Si on observe une diminution du nombre d'arrestations à la frontière, indicateur du nombre d'entrées illégales dans le pays (voir graphique n° 2)¹⁰, cette diminution peut être attribuée à d'autres facteurs :

la crise économique et financière qui a frappé les États-Unis, couplée à l'amélioration de la situation économique du Mexique, a aussi contribué à la baisse du nombre de clandestins¹¹. En effet, la diminution de la demande de main-d'œuvre aux États-Unis à la suite de la crise de 2008 ayant limité l'attrait du pays pour les migrants mexicains¹².

La Patrouille frontalière a enregistré une nouvelle tendance : l'augmentation du nombre de migrants en provenance d'autres pays d'Amérique centrale¹³. Entre 2010 et 2012, selon la patrouille frontalière, le nombre de personnes venant de pays en proie à des conflits internes tels que le Guatemala et le Honduras a presque doublé. Les arrestations sont passées de 51 000 en 2010 à 95 000 en 2012¹⁴ pour les migrants latinos autres que les

9. *Ibid.* <http://www.migrationpolicy.org/pubs/rmsg-regionalflows.pdf> 10. *Ibid.* 11. Jeffrey Passel, D'Vera Cohn, and Ana Gonzalez-Barrera, "Net migration from Mexico falls to zero and perhaps less", in *Pew Hispanic Center*, consulté le 15 septembre 2013. Url : <http://www.pewhispanic.org/2012/04/23/net-migration-from-mexico-falls-to-zero-and-perhaps-less/>. 12. *Ibid.* 13. *Ibid.*

Mexicains. Le passage physique de la frontière, qui reste la méthode la plus répandue chez les Latinos d'Amérique latine pour se rendre aux États-Unis, a conduit le gouvernement américain à déployer des moyens considérables pour fermer la frontière avec le Mexique. Toutefois, grâce aux moyens de transport actuels, son contrôle total s'avère impossible. Il faut garder à l'esprit que de nombreux migrants obtiennent des visas temporaires (de tourisme ou d'étude) et que certains décident de rester dans le pays après expiration de leur visa. Il n'existe actuellement que peu de moyens de prévention contre ce type d'immigration fréquent. La proportion de migrants sans papiers qui seraient entrés dans le pays de façon légale, avec un visa, est estimée entre 30 et 40 %¹⁵.



La représentation de la frontière : entre mythe et réalité

Pour un grand nombre de migrants, surtout d'Amérique latine, la frontière entre le Mexique et les États-Unis représente le passage vers une meilleure vie. Passer au Nord devient donc un but dans la vie. Toutefois, ces migrants ont souvent une perception idéalisée de la vie de l'autre côté de la frontière. S'ils refusent parfois de voir la réalité telle qu'elle est, ils sont souvent mal informés par les migrants déjà sur place.

Les liens transnationaux établis entre les membres d'une même famille jouent un rôle de catalyseur dans le processus migratoire. Les migrants estiment le risque plus élevé lorsqu'ils viennent de communautés dans lesquelles il y a peu de liens transmigrationnaires et ils ont davantage tendance à émigrer s'ils connaissent quelqu'un dans le pays d'accueil¹⁶. Toutefois, avoir de la famille aux États-Unis peut se révéler plus néfaste que bénéfique. Les Latinos installés aux États-Unis ont l'habitude de renvoyer une image altérée de leur condi-

tion à leur famille restée dans leur pays d'origine¹⁷. Ils idéalisent leur situation et présentent la vie aux États-Unis comme plus facile qu'elle ne l'est. Ils cachent souvent une réalité dure, parfois par honte, pour préserver leur fierté, mais aussi parfois pour justifier leur choix. Les hommes en particulier ont du mal à parler de leurs difficultés¹⁸.

Ce type de comportement, qui peut s'assimiler à du machisme, entretient le mythe des États-Unis, pays perçu comme le pays des opportunités, et les migrants potentiels prennent des décisions fondées sur ces informations biaisées. Si la décision d'émigrer repose sur le calcul des coûts et des bénéfices associés à cette décision, l'image erronée de la vie aux États-Unis incite au départ de nombreux migrants qui ne seraient peut-être pas partis autrement.



La remise en cause de la frontière

Ces dernières décennies, les États-Unis ont assisté à une remise en cause de la frontière qui les sépare du Mexique. Parmi les migrants qui traversent cette frontière de manière illégale, une minorité le font pour des motifs crapuleux ou pour dissimuler de la drogue lors de leur passage¹⁹. La majorité se considère souvent comme des individus qui respectent la loi et cherchent de meilleures opportunités et conditions pour eux-mêmes ou leur famille. Une contradiction apparaît dans le fait de se considérer comme un bon citoyen tout en enfreignant la loi en traversant la frontière de façon illégale²⁰. Cette tension s'explique en partie par le fait que ces immigrants considèrent les lois nord-américaines sur l'immigration comme injustes. Ils estiment avoir le droit

Pour un grand nombre de migrants, surtout d'Amérique latine, la frontière entre le Mexique et les États-Unis représente le passage vers une meilleure vie.

14. "Secure Enough", in *The Economist*, accessed August 14, 2013, <http://www.economist.com/news/united-states/21579828-spending-billions-more-fences-and-drones-will-do-more-harm-good-secure-enough>. 15. Jeffrey Passel, D'Vera Cohn, "Unauthorized immigrant population : national and state trends, 2010", in *Pew Hispanic Center*, consulté le 15 septembre 2013, <http://www.pewhispanic.org/2011/02/01/unauthorized-immigrant-population-brnational-and-state-trends-2010/>. 16. Christine M. Tucker et al., "Migration decision-making among mexican youth individual, family, and community influences", in *Hispanic Journal of Behavioral Sciences*, vol. 35, n° 1, 2013, pp. 61-84. 17. D'après une analyse des entretiens de terrain de l'auteur. 18. D'après les entretiens de l'auteur, comme l'entretien n° 56, Los Angeles. "Mi familia nunca ha sabido lo que me ha tocado hacer aquí, nunca. Nunca les he contado esa parte de mi vida de aquí, me tocó limpiar oficinas, cocinas en un hotel, nunca les he contado eso, no, trabajando y ya no más." 19. United States Border Patrol, "Apprehensions / Seizure statistics - Fiscal year 2012", du 1^{er} octobre au 30 septembre. 20. Emily Ryo, "Deciding to cross norms and economics of unauthorized migration", in *American Sociological Review*, vol. 78, n° 4, 2013, pp. 574-603.

d'entrer aux États-Unis sans l'autorisation du gouvernement dans le but de chercher du travail et d'améliorer leurs conditions de vie. Le manque de légitimité des lois nord-américaines se voit renforcé par le fait que ces lois semblent punir des individus qui ne font que répondre à la demande sur le marché du travail de travailleurs non qualifiés et généralement sous-payés²¹. Par ailleurs, le désir de retrouver des membres de la famille déjà aux États-Unis incite certains migrants à outrepasser les longues procédures mises en place par la loi. Une des raisons pour lesquelles autant de migrants n'hésitent pas à traverser la frontière de façon illégale tient au fait que la frontière a été, d'une certaine manière, désacralisée. D'après le PEW Research Center, 18 % des Mexicains sondés seraient prêts à traverser la frontière de façon illégale ou à rester une fois leur visa expiré²². Cette étude montre que les migrants sans papiers ne considèrent pas les lois nord-américaines sur l'immigration comme un élément qui les empêche de traverser la frontière. La peur d'être arrêté semble moins forte que les facteurs économiques qui les poussent à immigrer (voir graphique n° 3).

Les enjeux socio-économiques d'une frontière de moins en moins poreuse

Le passage vers le Nord de migrants sans papiers, de Latinos en particulier, a encouragé le développement de réseaux clandestins. D'après les données existantes et les entretiens réalisés dans le cadre de cette étude, outre la technique qui consiste à rester sur le sol américain après expiration du visa, certains Latinos sans papiers ont recours à des

réseaux informels pour entrer aux États-Unis. Les Mexicains, comme la grande majorité des Latinos d'Amérique latine qui arrivent aux États-Unis de manière illégale, le font en traversant la frontière, généralement grâce à l'aide d'un passeur (*coyote*). L'expression consacrée, "*venir de mojado*" ("venir mouillé" en français), désigne cette catégorie de clandestins parce qu'il leur faut souvent traverser la rivière, et donc arriver mouillés aux États-Unis. En raison de la militarisation de la frontière, le passage est devenu plus dangereux et donc plus coûteux. Les prix des passeurs ont augmenté de

Source : Emily Ryo, "Deciding to cross norms and economics of unauthorized migration", in *American Sociological Review*, vol. 78, n° 4, 2013, pp. 574-60.

21. *Ibid.* 22. "Most Mexicans see better life in U.S. - one-in-three would migrate", in *Pew Global Attitudes Project*, consulté le 12 septembre 2013. Url : <http://www.pewglobal.org/2009/09/23/most-mexicans-see-better-life-in-us-one-in-three-would-migrate/>. Cette étude a montré que même si les Mexicains sont toujours une majorité à considérer que les conditions de vie sont plus favorables aux États-Unis, seulement 33 % des Mexicains sondés déménageraient aux États-Unis s'ils en avaient l'opportunité. Parmi cette catégorie, une majorité (55 %) serait prête à entrer aux États-Unis sans autorisation. 23. "U.S Immigration policy and Mexican/Central American migration flows", *op. cit.* Toutefois, une comparaison doit tenir compte de l'inflation des prix.

façon exponentielle. Au début des années 1990, le prix de la traversée était d'une centaine de dollars. Le renforcement des contrôles a progressivement fait monter les prix, qui atteignaient 700 dollars à la fin des années 1990²³. Les événements du 11 septembre 2001 et la forte augmentation des contrôles aux frontières ont provoqué une envolée des prix et transformé ce trafic humain en crime organisé. À présent, un migrant *mojado* paie entre 1 500 et 6 000 dollars pour passer la frontière, la moyenne tournant autour de 3 000 dollars²⁴. Dans le même temps, avec la militarisation de la frontière, le nombre de décès chez les migrants a également augmenté. Ils sont victimes d'accidents de la route, des conditions climatiques, de noyades et autres (voir graphique n°4). Depuis les quinze dernières années, 5 500 immigrants sont morts en tentant le passage de la frontière. Le chiffre des décès est en constante augmentation, et est passé de 263 en 1998 à 477 en 2012, avec un record atteint en 2005, avec 492 morts²⁵.

La poussée des sentiments xénophobes aux États-Unis

L'arrivée de sans-papiers en grand nombre a eu pour conséquence de raviver les tensions ethno- raciales, notamment entre les résidents des États frontaliers et les migrants sans papiers. Ces derniers sont perçus comme des criminels et des individus qui viennent voler les emplois des citoyens américains. La rhétorique anti-immigrants d'États tels que l'Arizona, relayée par les médias, diabolise parfois ces sans-papiers en les présentant comme des trafiquants de drogue, des voleurs, voire des meurtriers. En dépit des études qui ont montré les apports de l'immigration, notamment dans la sphère éco-

nomique²⁶, la peur des migrants au physique et à la culture différents crée un climat tendu et peu propice à la coopération.

Cette contradiction apparente entre le besoin en main-d'œuvre de la société américaine et le refus de la part de certains citoyens américains de cohabiter avec ces immigrants a été renforcée par les lois nord-américaines sur l'immigration, qui ont eu pour effet de bloquer d'une certaine manière les Latinos sur le sol américain au lieu de favoriser les retours fréquents dans leur pays d'origine. En effet, la militarisation de la frontière ayant augmenté le coût et le risque liés à la traversée, de nombreux sans-papiers choisissent de rester aux États-Unis au lieu d'effectuer des allers-retours²⁷. Alors que la plupart des Mexicains préféreraient circuler entre les deux pays que s'installer aux États-Unis, les difficultés de passage de la frontière ont tendance à les pousser à faire venir leur famille au lieu de rentrer dans leur pays d'origine²⁸.



Immigrants latinos sans papiers lors de la traversée de la frontière © GETTY IMAGES

24. *Ibid.* L'argument a également été vérifié lors des entretiens de l'auteur 25. Stuart Anderson, "How many more deaths? The moral case for a temporary worker program", in *National Foundation for American Policy*, Policy Brief, 2013. 26. "Secure enough", *op. cit.* 27. Douglas S. Massey, "Understanding America's immigration 'crisis'", in *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 151, n° 3, 2007, pp. 309–327. 28. Jorge Durand, Douglas S. Massey, "The costs of contradiction: US Border Policy 1986–2000", in *Latino Studies*, vol. 1, n° 2, 2003, pp. 233–252.

Source : "Illegal immigration : border-crossing deaths have doubled since 1995 ; Border patrol's efforts to prevent deaths have not been fully evaluated", consulté le 15 septembre 2013, www.gao.gov/products/GAO-06-770.

Conclusion

À l'heure actuelle, la frontière entre le Mexique et les États-Unis est devenue l'une des frontières les plus militarisées au monde. Les enjeux liés à sa sécurisation occupent une place prépondérante dans les discours politiques américains. Pour tenter de réformer un système migratoire qui semble dysfonctionner et résoudre la situation de plus de 11 millions de sans-papiers aux États-Unis, le Congrès travaille actuellement sur un projet de loi qui viserait, dans les grandes lignes, d'une part à régulariser la situation des sans-papiers présents dans le pays, et, d'autre part, à renforcer le contrôle aux frontières. Cependant, l'efficacité des

mesures prises demeure incertaine. La réforme migratoire de l'immigration aux États-Unis semble au contraire avoir eu des effets pervers comme, entre autres, la criminalisation des sans-papiers. Selon certains experts, la militarisation de la frontière ne représente pas une solution viable en raison de son coût élevé pour le contribuable américain et aussi de son coût humain : elle a augmenté le nombre de morts lors du passage de la frontière et favorisé le développement d'une économie souterraine de passeurs. Selon cette thèse, la militarisation de la frontière traite seulement le symptôme et n'agit pas là où se situe réellement le problème : il faut investir afin que les États-Unis ne soient plus perçus comme un eldorado, et donc aider au développement économique des pays au sud de la frontière. ■

29. Le Sénat a déjà voté en faveur de la proposition de loi S.744 "2013, Border Security, Economic Opportunity, and Immigration Modernization Act". Elle sera prochainement en discussion à la Chambre des représentants. Dans tous les cas, le recours à un nouveau programme d'amnistie trente ans à peine après le dernier de 1986, même s'il renforce le contrôle des frontières, témoigne d'un réel dysfonctionnement de la politique migratoire du pays.